



COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET ENTREPRISES

Développer le commerce au service de la prospérité avec l'Indo-Pacifique

L'Indo-Pacifique est un pôle majeur de l'économie internationale, avec 36 % du PIB mondial en 2022 et 3 des 5 plus grandes économies (Chine, Japon et Inde). Les disparités y sont grandes. L'économie chinoise représente la moitié du PIB de la région, et les écarts en matière de niveau de développement sont extrêmes, avec d'un côté Singapour (90 000 dollars habitant/an), de l'autre la Somalie et Madagascar (500 dollars habitant/an).

La région est au cœur du commerce international, et notamment des échanges maritimes qui transitent par des détroits clés comme ceux de Malacca, de Taïwan, d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb. Dans le top 20 des exportateurs mondiaux, 8 sont en Indo-Pacifique (Chine, Japon, Inde, Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Vietnam et Australie). Plus de 30 % du commerce de l'UE transitent par la seule mer de Chine méridionale et toute crise dans la région aurait des conséquences négatives considérables pour l'économie française.

Alors que la région représente 16,8 % du commerce extérieur français en 2022 – 35,4 % si on ne considère que le commerce hors-UE –, de nombreux acteurs publics et privés tentent de faciliter les échanges, à l'instar des 24 bureaux de Business France. En novembre 2022, le Président de la République française est devenu le premier chef d'État européen à être invité au sommet de l'APEC (*voir fiche No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles*).

COMMERCE DÉSÉQUILIBRÉ EN ESSOR

Selon les Douanes, l'Indo-Pacifique représente 16,8 % du commerce extérieur français en 2022. Avec environ 80 milliards d'exportations (13,6 %, et 30,7 % hors-UE) mais 150 milliards d'importations (19,3 %, et 38,6 % hors-UE), le déficit commercial est important, et constitue près de 37 % du déficit total. Sur 10 ans, les échanges commerciaux ont augmenté plus rapidement avec l'Indo-Pacifique (+58 %) qu'avec le reste du monde (+ 40%), mais de façon déséquilibrée. Conséquence, le déficit commercial avec la région a augmenté de +240 % en 10 ans, alors qu'il n'a crû que de +86 % avec le reste du monde.

Le commerce avec la Chine est essentiel puisqu'il compte pour près de la moitié des échanges de la France avec les pays de l'Indo-Pacifique. Le pays est

le seul de la région à se hisser dans le top 10 des partenaires commerciaux de la France, avec un montant d'échanges avoisinant celui avec les États-Unis. La Chine est la 2^e source d'importations (78,8 milliards d'euros) et la 7^e source d'exportations (29,5 milliards d'euros). Elle représente surtout le premier déficit commercial français, avec 49 milliards d'euros en 2022.

Les échanges avec les autres pays demeurent limités et avec des dynamiques variées sur 10 ans. Le Japon est le 2^e partenaire commercial en Indo-Pacifique mais les échanges ont stagné. L'Inde est devenue le 3^e partenaire avec des échanges qui ont doublé. Ils ne sont toutefois qu'équivalents aux échanges avec la République tchèque. Les plus fortes hausses concernent le Bangladesh (+213 %) et le Vietnam (+145 %). Les échanges ont en revanche stagné avec l'Indonésie, la Malaisie, Singapour (1^{er} excédent commercial français avec 7 milliards d'euros) ou encore l'Afrique du Sud. Le commerce avec l'Australie est limité, comparable à celui avec la Grèce.

Au niveau européen, la signature d'accords de partenariat économique (APE) et de libre-échange (ALE) favorise les échanges commerciaux. Citons les ALE avec Singapour, la Corée du Sud, le Japon et le Vietnam ; l'APE UE-Pacifique dont bénéficient les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Samoa et les Îles Salomon ; ou l'APE UE-Afrique orientale et australe avec les Comores, Madagascar, Maurice, et les Seychelles. Un ALE a été conclu avec la Nouvelle-Zélande, et d'autres sont en cours de négociation avec l'Australie, l'Inde, l'Indonésie et la Thaïlande.

ACTEURS DU SOUTIEN AU COMMERCE

Business France (24 bureaux en Indo-Pacifique) est l'agence nationale pour l'internationalisation de l'économie française. Elle fait partie de la plateforme Team France Export, qui rassemble les solutions proposées pour aider les entreprises françaises. Les Douanes disposent d'un réseau de trois attachés douaniers basés à Pékin, Dubaï et Bangkok, qui couvrent 13 pays (*voir fiche No.5 - Coopération sécuritaire et policière*). Il existe aussi un réseau de 10 conseillers aux affaires agricoles, dans 7 pays, qui couvrent 32 pays. Ils y accompagnent et défendent les intérêts des entreprises du secteur à l'export.



La Banque publique d'investissement, Bpifrance, contribue à apporter des solutions de financement, avec des bureaux régionaux au Kenya, aux Émirats arabes unis et à Singapour. En 2021, Bpifrance a signé un accord avec Proparco, filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé (*voir fiche No.6 - Aide au développement et environnement*) avec 6 bureaux, pour financer des secteurs clés comme l'énergie et la pharmacie.

Le Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) est un mécanisme de subventions du ministère de l'Économie et des Finances pour financer des études de faisabilité et promouvoir l'expertise d'entreprises françaises, notamment les PME. Le projet RIVER, cofinancé par Michelin, vise à former 6 000 petits planteurs de caoutchouc au Sri Lanka via une plateforme développée par la société française KSAPA. En 2021, un programme de financement sur des solutions innovantes pour la décarbonation a aidé 5 projets en Indo-Pacifique (Cambodge, Inde, Maldives, Tanzanie et Vanuatu).

Les conseillers du commerce extérieur, nommés par le Premier ministre pour 3 ans, constituent un réseau de chefs d'entreprise et d'experts de l'international qui jouent un rôle dans la promotion et l'appui à l'internationalisation des entreprises. Parmi les 1 627 conseillers nommés entre 2021 et 2023, 472 l'ont été dans 28 pays de l'Indo-Pacifique, soit 30 % du total. On en compte notamment 100 en Chine, 30 à Singapour, 4 à Oman, et 1 en Nouvelle-Zélande.

INVESTISSEMENTS LIMITÉS

Les entreprises ont accru leurs investissements en Indo-Pacifique. Selon la Banque de France, le stock s'élevait à plus de 120 milliards d'euros d'IDE français dans la région en 2021. Ces investissements ont été multipliés par 6 en 20 ans, et représentent 9,5 % du total mondial, contre 4,2 % en 2001. Ces investissements sont très concentrés – en Chine (43 milliards d'euros), au Japon (18 milliards), à Singapour, en Australie et en Inde (environ 10 milliards chacun).

Les entreprises de la région investissent en France, mais ces investissements ne représentaient qu'un stock de 40 milliards d'euros en 2021. Bien que multipliés par 10 en 20 ans, ils ne comptent que pour 5,4 % du total des investissements étrangers. Ils ont créé ou maintenu 3 807 emplois en 2022, soit 6,5 % du total, autant que les IDE italiens et 6 fois moins que

les IDE américains. Le Japon arrive en tête avec 1 158 emplois, devant la Chine (1 076) et le Vietnam (427).

Depuis 2018, les sommets Choose France, déclinés en Choose La Réunion en 2019 (*voir fiche No.1 - Territoires ultramarins*), sont synonymes d'annonces. En 2023, l'entreprise taiwanaise de batteries ProLogium a ainsi rendu public son projet d'usine dans le Nord pour plus de 5 milliards d'euros et l'entreprise agro-alimentaire coréenne Sias son projet d'usine dans le Bas-Rhin.

ENTREPRISES BIEN IMPLANTÉES

Les entreprises françaises sont très implantées en Indo-Pacifique, à travers plus de 7 000 filiales. Elles recrutent des volontaires internationaux en entreprise (VIE). Au 14 juillet 2023, parmi les 2 600 offres, 11,5 % étaient pour 24 pays de la région, principalement en Chine, aux Émirats arabes unis et en Australie. On compte également des Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'international (CCI) dans 24 pays. Et, signe d'un intérêt croissant, le MEDEF a coorganisé avec le MEAE les premières Rencontres économiques sur l'Indopacifique en 2022.

Certains groupes sont implantés depuis longtemps dans la région, à l'instar d'Air Liquide, présent au Japon depuis 1907 et à Singapour depuis 1917. L'entreprise dispose de bureaux dans 19 pays. Le Groupe Aéroports de Paris (ADP) gère 6 de ses 27 aéroports en Indo-Pacifique, en Inde, aux Philippines, et à Madagascar. Sa filiale ADP Ingénierie a aidé à la conception des aéroports de Dacca au Bangladesh, de Pékin-Daxing en Chine, de Jakarta en Indonésie ou de Dar es Salam en Tanzanie.

Enfin, les Communautés French Tech à l'international participent au rayonnement de l'écosystème des *start-ups* en fédérant les acteurs de l'innovation et en les mobilisant sur des initiatives communes (*voir fiche No.11 - Coopération scientifique et innovation*). En 2023, on comptait 21 communautés dans 19 pays de l'Indo-Pacifique, dont deux nouvelles en Indonésie et en Nouvelle-Zélande. Dans les territoires ultramarins, la French Tech La Réunion, récemment créée, vient compléter celles en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, cette dernière fêtant ses 10 ans.

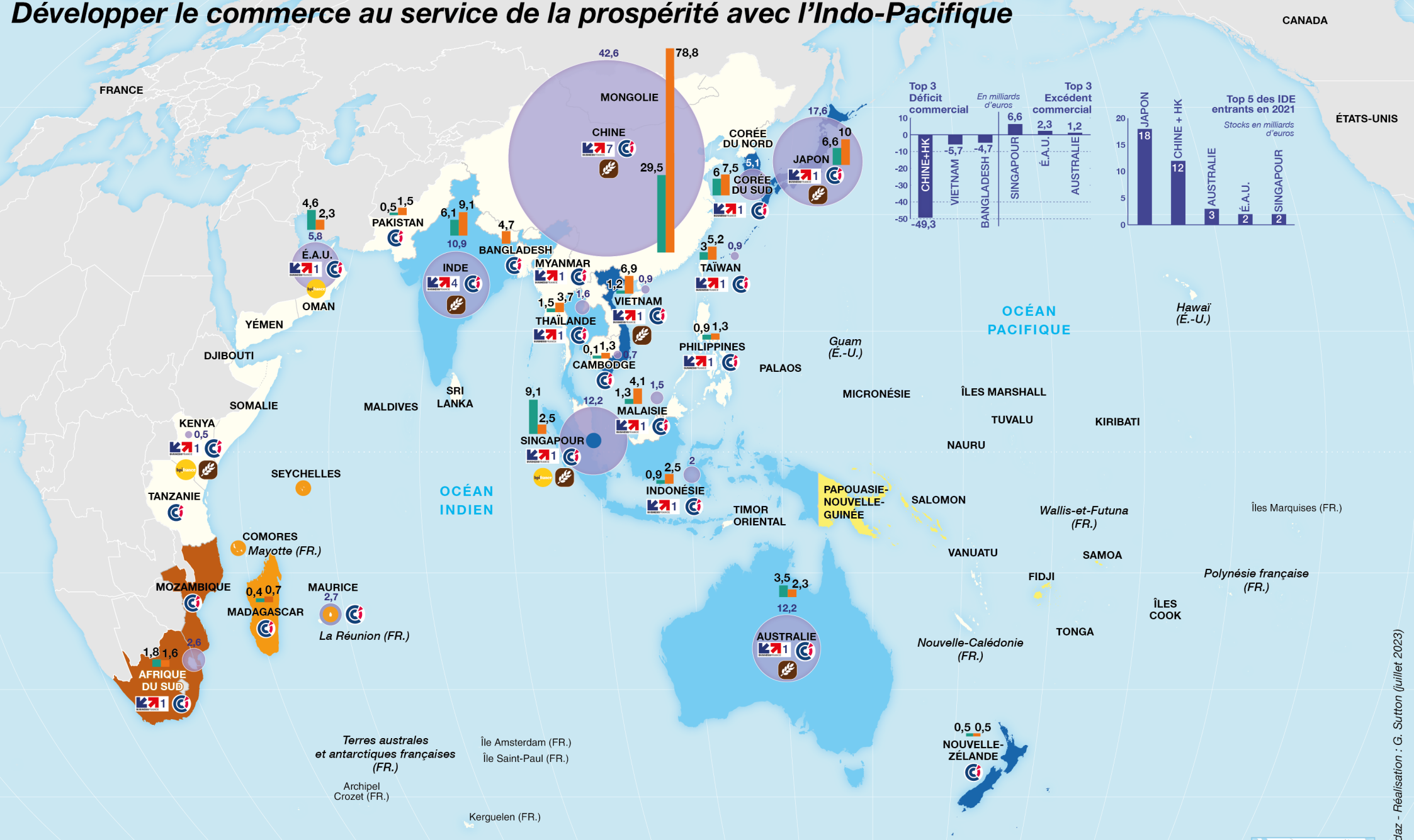
Septembre 2023

Antoine BONDAZ et Marie DESBONNETS¹

¹ Contact : a.bondaz@frstrategie.org // @AntoineBondaz

No.8 - COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET ENTREPRISES

Développer le commerce au service de la prospérité avec l'Indo-Pacifique



À PROPOS DU PROJET

La France en Indo-Pacifique, puissance d'initiatives et de solutions, est un projet de recherche sans précédent de recensement, de synthèse et de cartographie des acteurs et des actions de la France dans une région incontournable pour les intérêts nationaux.

La publication d'une première série de fiches thématiques sur la présence française dans la région vise à rendre plus visible et à valoriser ce qui est réalisé concrètement sur le terrain au profit des Français et des populations locales par les ministères, les opérateurs de l'État, mais aussi les entreprises et les ONG françaises.

Ce projet s'inscrit dans les recherches de la FRS et fait suite à la publication de deux notes intitulées « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique » en novembre 2022² et « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique » en juillet 2023³.

Liste des fiches thématiques en 2023

- No.1 - Territoires ultramarins
- No.2 - Démographie et représentation politique
- No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles
- No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense
- No.5 - Coopération sécuritaire et policière
- No.6 - Aide au développement et environnement
- No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes
- No.8 - Coopération économique et entreprises
- No.9 - Coopération culturelle et francophonie
- No.10 - Éducation et droits humains
- No.11 - Coopération scientifique et innovation

À PROPOS DE L'AUTEUR

Ce projet est une initiative d'**Antoine BONDAZ**, directeur de l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique et enseignant à Sciences Po. Il a été assisté par **Marie DESBONNETS**, étudiante à Sciences Po et diplômée de l'IEP de Lyon.

La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), créée en 1992, est une fondation reconnue d'utilité publique (décret du 26 février 1993) qui exerce ses activités en toute indépendance. Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité internationale, et de contribuer au débat stratégique en France ainsi qu'au rayonnement des idées françaises à l'étranger.

La FRS mène des recherches sur et dans la zone Indo-Pacifique, à travers des approches régionales et thématiques, organise des dialogues stratégiques de haut niveau (bilatéraux et trilatéraux), pilote une plateforme européenne d'échange sur l'Indo-Pacifique avec la SWP allemande et a signé plusieurs accords de coopération avec les principaux *think-tanks* de la région.

² <https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>

³ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reconceptualiser-politique-etrangere-securite-francaise-indo-pacifique-2023>